

5- Une nouvelle gouvernance pour la zone Euro.

Le parti socialiste propose de créer un organe spécifique « Zone Euro » au sein du parlement Européen.

Créer un budget « Zone Euro » intégré au budget communautaire basé sur des ressources propres.

Créer une vice présidence aux affaires économiques, monétaires et budgétaires.

Ce Vice-Président de la commission Européenne pour les affaires économiques serait également président de l'Eurogroupe. Il serait également Responsable Politique devant les citoyens.

L'**Eurogroupe** est la réunion mensuelle (et informelle) des ministres des Finances des États membres de la zone euro, en vue d'y coordonner leur politique économique. Créé par le Conseil européen en 1997.



L'Europe Démocratique et Politique

Les enjeux du saut démocratique :

- **Après plusieurs années de domination des conservateurs et des libéraux qui ont entraînés la désaffection des citoyens Européens pour l'Europe, il faut lui redonner du sens.**
- **Il n'y a pas et il n'y aura pas d'issue nationale, l'Europe est un levier pour sortir de la crise.**
- **Les Citoyens doivent-être replacés au cœur du projet Européen.**

1- Replacer les Valeurs Fondamentales au coeur du projet Européen.

La démocratie européenne se base sur le partage et la protection de valeurs fondamentales : les droits humains, les libertés civiles et politiques.

En cas de manquement grave ou d'atteinte à ces valeurs de la part d'un état membre, L'union Européenne doit être en mesure de proposer au conseil Européen des recours et des actions.

Il faut renforcer dans ce sens le rôle de l'agence des droits fondamentaux.

L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) est l'une des agences spécialisées de l'UE. Ces agences ont été créées pour fournir des conseils d'experts aux institutions et aux États membres de l'UE sur divers sujets. La FRA participe aux efforts visant à protéger les droits fondamentaux des personnes qui résident dans l'UE.

2-Permettre aux Citoyens de se réappropriier l'Europe.

L'Europe doit offrir aux citoyens des projets communs et concrets directement connectés à la vie quotidienne des citoyens.

Il faut renforcer le Conseil économique et social européen en y associant de manière systématique les partenaires sociaux et en particulier les syndicats.

L'Europe doit renforcer la réglementation des lobbies et lutter contre toute forme de corruption.

Il faut faire connaître et promouvoir l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) et la simplifier :

Une **initiative citoyenne européenne** est une invitation faite à la Commission européenne de présenter une proposition législative dans un domaine dans lequel l'UE est habilitée à légiférer. L'initiative doit être soutenue par au moins un million de citoyens européens issus d'au moins 7 pays sur les 27 que compte l'Union. Un nombre minimum de signataires est requis dans chacun de ces 7 États membres.

L'Europe doit mettre en place des campagnes d'information civiques relayées par les élus à tous les niveaux : élus européens/nationaux/régionaux.

3-Politiser l'Europe pour accroître sa légitimité

Obliger les candidats à la présidence de l'UE de déclarer leur appartenance à une famille politique.
Proposer le retour effectif du vote à la majorité qualifiée au sein du conseil.

- Le **vote à la majorité qualifiée** est une procédure de vote employée par le Conseil de l'Union Européenne pour la plupart de ses décisions. Le vote de chaque pays est pondéré selon une valeur fixe, relative à la taille de sa population. À présent, chaque décision prise à la majorité qualifiée doit obtenir un minimum de 73,9 % des votes pour être adoptée.

Renforcer la politisation du débat Européen au sein de l'Assemblée Nationale.

4- Renforcer et adapter le contrôle démocratique

L'intégration Européenne ne peut se faire au même rythme pour les 27 états. Le Parti Socialiste propose de développer les coopérations renforcées.

La **coopération renforcée** est une procédure législative en droit de l'Union européenne. Elle désigne un acte juridique européen (une directive ou un règlement) qui ne s'applique pas aux vingt-sept États membres, mais uniquement à ceux d'entre eux qui le désirent. Elle est instaurée par le traité d'Amsterdam en 1997. Elle est mise en œuvre pour la première fois en 2010 à propos des divorces internationaux.

Le parlement européen et les parlements nationaux doivent pouvoir intervenir, chacun à leur niveau de compétence, séparément et/ou conjointement à toutes les étapes du semestre européen.

- Le «**semestre européen**» est une période de coordination des politiques structurelles, macroéconomiques et budgétaires des États membres, se déroulant chaque année pendant six mois. Il vise à permettre aux États membres de tenir compte des orientations de l'UE à un stade précoce de l'élaboration de leurs budgets nationaux et d'autres politiques économiques.

Le parti socialiste propose que l'Assemblée Nationale auditionne les candidats commissaires Français avant leur proposition au Président de la commission.

Il propose également de passer d'un marché unique basé sur la concurrence à un marché basé sur :

- la solidarité
- La coopération
- La compétition

Baser toute la législation sur l'article 14 selon lequel le principe de subsidiarité prévaut en ce qui concerne l'organisation des services d'intérêt économique général,

- Le **principe de subsidiarité** détermine le niveau d'intervention le plus pertinent entre l'UE et les états membres :

1- l'action a-t-elle des aspects transnationaux ?

2- Une action national ou pas d'action du tout serait-elle contraire au traité ?

3- L'action au niveau européen présente-t-elle des avantages manifestes ?